

Société

IL Y A CINQUANTE ANS, LE « COMMANDO SAUCISSON » DU MLF À L'ASSAUT D'« ALLO MÉNIE » SUR RTL

Denis Quinqueton

10/03/2021

Il y a cinquante ans jour pour jour, le 10 mars 1971, le « commando saucisson » du MLF a perturbé et finalement interrompu, en direct sur RTL, l'émission « Allo Ménie » consacrée à l'homosexualité. Retour avec Denis Quinqueton, co-directeur de l'Observatoire LGBT+ de la Fondation, sur ce « Stonewall radiophonique » qui marque le premier acte des cinq décennies de combat revendicatif pour que les personnes LGBT+ deviennent des citoyen-ne-s à part entière.

Alors que le Parlement européen délibère aujourd'hui même pour proclamer – ou pas – l'Union européenne comme « zone de liberté LGBTQI », revenons sur ce qui s'est passé il y a cinquante ans jour pour jour. Le 10 mars 1971, le « commando saucisson » du MLF a perturbé et finalement interrompu, en direct sur RTL, l'émission « Allo Ménie » consacrée à l'homosexualité. Ce faisant, les militantes déterminées ont ouvert une nouvelle époque dans la lutte pour l'émancipation des individus. Une époque où les lesbiennes et les homosexuels vont vouloir ne plus raser les murs, sortir du déni où la société les tenait enfermés. Comme son prédécesseur américain de 1969, ce « Stonewall radiophonique » remet en cause l'approche pseudo-psychologique et pseudo-médicale des homosexualités ainsi que le monopole social du modèle hétéronormé. C'est le premier acte des cinq décennies de combat revendicatif pour que les personnes LGBT+ deviennent des citoyen-ne-s à part entière.

Mercredi 10 mars 1971 à partir de 14 h 30, l'émission de Ménie Grégoire, « Allo Ménie », consacrée à l'homosexualité, est diffusée sur RTL en direct de la salle Pleyel à Paris. La journaliste vedette clôt ainsi une série d'émissions spéciales en public organisées dans toute la France sur différents thèmes comme le couple, la condition féminine, les enfants, l'adultère... Les émissions commençaient par une heure de débat hors antenne suivie d'une dernière demi-heure diffusée en direct, sur le créneau habituel de son émission quotidienne.

Il est 14 h 35 quand l'un des invités de Ménie Grégoire, le père Guichat, ronronne la commisération

que lui inspire l'homosexualité : « Moi aussi, j'accueille beaucoup d'homosexuels, mes confrères également, et qui viennent parler de leurs souffrances, cette souffrance-là, on ne peut pas y être insensible... » Une voix de femme, outrée, venue du public, l'interrompt : « Ne parlez plus de notre souffrance ! » C'est la militante féministe Anne-Marie Fauret qui s'invite ainsi dans le propos sacerdotal. On entend alors monter un brouhaha tandis que Ménie Grégoire tente de ne pas perdre le contrôle de la situation : « Écoutez, alors là, je dis qu'il y a une chose tout à fait extraordinaire qui se passe, puisque la foule a envahi la tribune et que des homosexuels... » Pierre Hahn attrape un micro : « Liberté ! Liberté ! » Ménie Grégoire ne renonce pas : « Des homosexuels de tout ordre, hommes et femmes... » Une voix féminine l'interrompt à présent : « Nous demandons la liberté pour nous et vous ! » Puis une autre encore : « Battez-vous ! Battez-vous ! » La retransmission est interrompue.

Les lesbiennes en première ligne d'un coup d'éclat de vie

Les auditrices et les auditeurs de RTL entendirent le générique de fin de l'émission « Allo Ménie » vingt bonnes minutes avant l'heure habituelle. Ils venaient d'assister sans le savoir au « Stonewall français », à peine deux ans après les émeutes de Christopher Street outre-Atlantique. Cet événement est une rupture dans notre société : des voix se sont élevées pour réfuter le surplomb, contester la médicalisation et la psychologisation, refuser l'invisibilité de l'homosexualité. Ces voix-là sont des voix de femmes.

Grâce à la photographe et militante Catherine Deudon, nous connaissons les femmes du 10 mars, militantes du tout nouveau MLF. Nous connaissons leurs noms et leurs visages puisqu'elle a immortalisé leur joyeux bras dessus, bras dessous à la sortie de la salle Pleyel. Elles avaient raison d'être joyeuses car ce coup d'éclat est un coup d'éclat de vie qui permet d'imaginer mettre un terme au silence plombant la vie des lesbiennes et des gays. Sur la photo, on voit Marie-Françoise Brumeau (*alias* Maffra), Christine Delphy, Monique Wittig, Élisabeth Salvaresi, Anne-Marie Fauret, Antoinette Fouque, auxquelles s'ajoutent celle qui tenait l'appareil photo, Catherine Deudon, et le journaliste qui avait fourni tout ce petit monde en invitations nécessaires pour prendre place dans le public, Pierre Hahn.

Les militantes lesbiennes formant l'essentiel de la troupe de la salle Pleyel ne venaient pas de nulle part. En rupture d'Arcadie, le mouvement d'André Baudry qui les jugeait « trop politisées », elles avaient rejoint le MLF naissant avec l'idée – juste – que, s'agissant d'émancipation, c'est bien de la politique qu'il fallait faire. Le vendredi de la semaine précédente, elles étaient allées perturber un meeting anti-IVG que l'association réactionnaire « Laissez-les vivre » organisait au Palais de la Mutualité. Comme souvent pour ce type de mouvements, ce sont des groupes de nervis d'extrême

droite – là, d'Ordre nouveau – qui assurent le service d'ordre. En allant porter la contradiction, il fallait donc prévoir de se défendre. Françoise d'Eaubonne explique à ses camarades que des bâtons ou des barres de fer les feraient tomber sous le coup de la loi, mais qu'un saucisson sec manié avec dextérité et détermination peut produire un effet approchant assez convaincant. Les voilà, le 5 mars à la Mutualité armé-e-s d'un saucisson. Ainsi est né le surnom de « commando saucisson ». *Le Monde* rapporte l'échauffourée dans son numéro du lendemain soir : « En moins de cinq minutes, gauchistes et service d'ordre en venaient aux mains, d'abord dans les couloirs, puis dans l'intérieur même de la salle. Aux matraques du service d'ordre, les manifestants, pour la plupart tête nue, opposèrent des munitions de fortune. » En effet.

Un compte rendu fantasque dans *France-Soir*

France-Soir, où travaillait également Ménie Grégoire et qui était à l'époque la propriété d'Hachette, fera le surlendemain un récit assez fantasque de l'événement. C'est à la page 3 du quotidien du 12 mars, entre le verdict du procès de trafiquants d'héroïne à Nice, un lynchage raciste à Paris et une épidémie de méningite dans une école de Clermont-Ferrand. Sous la rubrique « Les choses de la vie » (*sic*), l'article signé Gérard Le Scour est titré : « Salle Pleyel, aux cris de "les travestis avec nous", des homosexuels en colère interrompent une émission publique sur leurs problèmes ». « Une trentaine de personnes, "des homosexuels de tout ordre", raconte Ménie Grégoire, montèrent à l'assaut de l'estrade, bousculant tables, chaises et orateurs ». Le récit se poursuit et se corse : « Une jeune femme habillée à la garçonne cognait la tête du pauvre curé sur la table. Ménie Grégoire devait s'accrocher tant bien que mal à son micro, cependant qu'une "furie" la tirait par les vêtements en hurlant "Liberté, Liberté !". Volant au secours de Ménie, l'ingénieur du son tentait de déséquilibrer la contestataire, tandis que, très énervé, un jeune éphèbe, chemise rose à liseré violet, l'interpellait : "Vous les hommes, vous vous attaquez toujours aux femmes." »

En plus d'une évocation rocambolesque de l'événement, ce passage de l'article donne une idée de la manière dont on parlait – et dont on appréhendait – l'homosexualité à l'époque. Les filles étaient, bien sûr, des « garçonne » ou des « furies », tandis que garçons étaient fatalement des « éphèbes ».

Dans la France du début des années 1970, la sexualité des femmes, en dehors des enjeux procréatifs, ne se dit pas et ne se voit pas. Les lesbiennes, *a fortiori*, n'étaient tout simplement pas envisagées, pas reconnues, à peine désignées et toujours sulfureuses puisque explorant une sexualité sans homme. « Même la grande et sublime Sappho, qui a pourtant vécu il y a plus de vingt siècles, sent le soufre. On l'admire comme poétesse, on la condamne pour ses amours. Que n'a-t-on écrit sur elle, manipulant sa biographie, afin de la rendre acceptable ! On lui a même inventé une

passion pour un homme à la fin de sa vie », écrit l'historienne Marie-Jo Bonnet. C'est en effet par le « saut de Leucade » que Sappho est d'abord représentée, comme s'il fallait une passion pour un homme, jusqu'au suicide, pour que la poétesse puisse réellement avoir sa place dans l'histoire littéraire et artistique – une place d'objet et non de sujet, d'autrice.

Rien que le mot – « lesbienne » – hystérise, hier comme aujourd'hui, bien des hommes. « Lorsque nous avons créé la Conférence européenne lesbienne en 2016, les grandes fondations et institutions nous ont demandé si nous étions certaines de vouloir employer ce terme », raconte l'activiste Alice Coffin. Ajoutons, toujours sur le mot – « lesbienne » –, que son référencement sur Internet est pollué par les pléthoriques productions pornographiques pour hommes prétendant en représenter. Ce qui signifie que les recherches du mot – « lesbienne » – renvoient numériquement avant tout aux fantasmes d'un certain nombre d'hommes. Il faudra la détermination du collectif SEO Lesbienne pour que les algorithmes de Google n'orientent plus systématiquement vers des sites pornographiques quand on saisit ces neuf lettres dans le moteur de recherche. Les lesbiennes sont bel et bien un déni dans le déni où la société enferme l'homosexualité.

L'enjeu autour de l'homosexualité masculine était différent. La psychologie de bazar reprenant les poncifs de la théorie sexuelle de Freud assimilait l'homosexualité féminine comme masculine à une « maladie » liée à un développement affectif incomplet : les femmes parce qu'elles s'accrocheraient trop au clitoris, « prototype de l'organe inférieur » selon Freud – Marie Bonaparte, poussant la logique jusqu'au bout, préconisait la clitoridectomie dans les années 1930 – et les hommes, parce que leur désir, bloqué à l'adolescence, se porterait vers des éphèbes. Ajoutons qu'il n'était pas rare de confondre l'homosexualité et la pédocriminalité, le mot « pédérastie », qui était alors courant, renvoyant indifféremment aux deux. Il est également vrai que, dans ces années où était bousculée la morale patriarcale bourgeoise, grande était la tentation de ranger pêle-mêle et dans le même sac tous les anciens interdits. Le milieu militant s'est d'ailleurs vivement déchiré sur le sujet tout au long des années 1970. C'est ainsi que l'on retrouve, quand le journal *Elle* organise un débat dans ses colonnes en prélude à l'émission « Les dossiers de l'écran » consacrée à l'homosexualité, parmi les invités un certain Gabriel Matzneff – je cite – « expert dans les tourments adolescents...

Des psychiatres et des médecins ont écrit des tartines sur les causes de l'homosexualité pendant des décennies, sûrs de leur « savoir ». Dans les motifs de ce fameux « blocage à l'adolescence », on cherchait des causes génétiques – il me semble que l'on en cherche encore aujourd'hui –, des raisons familiales – pourquoi se priver de culpabiliser les parents après avoir condamné leurs rejetons ? – comme l'absence du père ou la présence trop envahissante de la mère.

L'homosexualité féminine, traitée par le même silence et le même mépris que le désir féminin en général, est dans une large mesure invisibilisée ou disqualifiée comme le simple prélude à une « vraie » sexualité avec un homme. Mais il se trouve toujours des personnes pour prétendre la « guérir » – par l'excision au début du XX^e siècle, par les « viols correctifs » dans certaines cultures aujourd'hui encore. L'homosexualité masculine, quant à elle, a donné lieu à un impressionnant concours Lépine dont les trouvailles hasardeuses fondent encore aujourd'hui les « thérapies de conversion » promues par des milieux catholiques extrémistes. C'est qu'il fallait, et qu'il faut encore ici ou là, à toute force, pour des raisons qui échappent à tout entendement, « guérir » l'homosexualité au lieu de convenir qu'elle fait bel et bien partie de l'aventure humaine. On en était loin dans la France du début des *seventies*.

France 1971, une autre époque...

10 mars 1971. Ça fait tout juste quatre mois que le général de Gaulle est mort. Les élections municipales approchent à grand pas, le premier tour a été fixé au dimanche 14 mars. François Mitterrand n'est pas encore membre du Parti socialiste et achève son premier mandat de maire de Château-Chinon. Le président Pompidou a choisi, sans trop y croire, le fringant Jacques Chaban-Delmas comme Premier ministre. Sa « nouvelle société, fondée sur la générosité et la liberté » reste à distance de toute esquisse de révolution féministe. Citons tout de même la loi du 4 juin 1970 qui remplace, dans le livre I^{er} du Code civil, la notion de « chef de famille » par celle d'« autorité parentale » exercée « pendant le mariage » par « les père et mère », tout de même mentionnés dans cet ordre. La révolution échevelée demeure soigneusement peignée avec la raie à droite ! Le divorce par consentement mutuel n'existe pas et l'interruption volontaire de grossesse est toujours un crime puni de six mois à trois ans de prison pour la femme ayant voulu interrompre sa grossesse, aux termes des lois du 29 juillet 1920 et du 27 mars 1923. La loi du 6 août 1942 créant un délit de relations homosexuelles est, elle aussi, toujours en vigueur, le gouvernement provisoire ayant considéré, à la Libération, que « cette réforme ne saurait en son principe appeler aucune critique ». Des centaines d'hommes auront maille à partir avec la police et la justice, au cours de l'année, sur le seul fondement de cet alinéa du Code pénal. Contraints à une forme de clandestinité sociale afin d'éviter l'opprobre et des ennuis judiciaires, les gays sont toujours coincés dans les toilettes, si j'ose écrire. La tradition des « tasses » comme un des épïcêtres de la vie sociale homosexuelle masculine perdure, comme l'évoque Marc Martin dans son récent travail artistique et historique : « Elles sont davantage synonymes de honte que de fierté au sein même de la communauté homosexuelle. Pourtant, ces édifices, qui se confondent avec les aventures de nombreux gays, travestis, prostitués, libertaires, offraient une liberté échappant à tout enjeu économique. Ces lieux de passage et de sociabilité atypique voyaient les classes sociales s'estomper, les cultures se mélanger... »

En 1971 toujours, le concours de l'école Polytechnique reste réservé aux hommes pour un an encore et les écoles ne sont qu'exceptionnellement mixtes puisqu'il faudra attendre 1976 pour la généralisation de ce principe. Le téléphone est encore rare, seuls 15% des foyers en sont équipés, la moitié des foyers de cadres dirigeants et chefs d'entreprise et moins de 5% des foyers ouvriers, détaille l'Insee. À peine plus d'un foyer sur deux est équipé d'un aspirateur et la carte bleue balbutiante est encore un suspicieux moyen de paiement. Les ordinateurs fonctionnent à l'aide de cartes perforées qui ne disent désormais plus rien à personne. Les six membres de la Communauté économique européenne n'ont pas encore accepté la candidature du Royaume-Uni.

Alors que les deux chaînes de la télévision française ne parviennent pas toutes les deux aux 11 millions de foyers déjà équipés d'un téléviseur – une histoire de puissance d'émetteur, il me semble –, la deuxième chaîne s'apprête à diffuser le premier épisode de la série tirée de l'œuvre de Maurice Leblanc, « Arsène Lupin », superbement revisité tout récemment par François Uzan et Omar Sy. Le paysage radiophonique est, lui aussi, encore sévèrement corseté avec les chaînes de l'ORTF et les radios privées périphériques dont l'État est souvent actionnaire : RMC émettant depuis la principauté de Monaco, Europe n°1, depuis la Sarre, en République fédérale d'Allemagne, et RTL depuis le grand-duché du Luxembourg. C'est sur cette chaîne qu'en 1967 Ménie Grégoire, journaliste à *France-Soir*, lance une émission réputée novatrice « Allo Ménie, une femme parle aux femmes » qui sera le théâtre d'une expression singulière pour l'époque sur les sujets touchant à la condition féminine, à la famille et à la sexualité, tout en restant très marquée par l'atmosphère encore conservatrice du moment.

Un moment charnière : écrire notre histoire à la première personne

La liste des « experts » invités par Ménie Grégoire le 10 mars mérite le détour. Il y avait un curé, le père Guichat, déjà cité, un psychanalyste ainsi que le président d'Arcadie, André Baudry, Pierre Hahn, jeune journaliste, et les Frères Jacques. Pourquoi pas. Résumons : pour parler d'homosexualité, on invite – sans rire – un psy et un prêtre, l'alliance du divan et du goupillon ! C'était plus de vingt ans avant l'émergence médiatique du très réactionnaire Tony Anatrella, qui cumulait les deux fonctions avant d'être mis en cause pour le viol de ses patients. Il est frappant que la logorrhée du père Guichat – la souffrance qui doit inspirer de la pitié mais pas de droit – ait été reprise par Christine Boutin près de trente ans plus tard pour s'opposer au Pacs.

Pierre Hahn était un jeune journaliste et sera un des fondateurs du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire). Auteur d'articles pour des magazines sur la sexualité et l'homosexualité,

sujets peu courus alors, il avait publié l'année d'avant *Français, encore un effort. L'homosexualité et sa répression*. André Baudry, lui, fut longtemps l'une des rares voix homosexuelles en France, aux côtés de quelques artistes en vue, pas tous dotés d'une forte conscience politique. Sa quête de respectabilité pour l'homosexualité, qu'il nommait « homophilie », pesait plus sur les homosexuels eux-mêmes – les enjoignant à être respectables selon les canons de la société de l'époque – que sur la société.

André Baudry n'était bien sûr pas au courant de l'irruption programmée des militantes du MLF. Il n'a pas particulièrement goûté l'exercice. Trente-cinq ans plus tard, il dit encore : « Si des types de l'extrême droite étaient venus nous interdire la parole, nous, et non pas le médecin ou le prêtre, je l'aurais compris. Mais que ce soient des homosexuels, perdus par une idéologie stupide et ridicule et inadmissible, que ce soient eux qui se soient permis de monter sur la scène, de saccager le matériel et de nous attaquer même physiquement, c'est absolument in-to-lé-rable, inadmissible. Je l'ai dit et je le répéterai jusqu'à mon dernier souffle. Ce sont des misérables petits individus qui ont porté un tort considérable à la cause homosexuelle »

L'essentiel du moment charnière est là, autour de cette querelle qui constitue un passage un peu brusque d'une génération à une autre, d'une pensée militante convenue à une autre qui prône d'être visible pour être pris en considération.

FHAR, « farniente et farandoles, farceurs et farfadets »

Dans la foulée du coup d'éclat du 10 mars sur RTL, quelques lesbiennes – dont les héroïnes de la salle Pleyel – et quelques gays créent le FHAR. Il sera plus sagement dénommé « Front humanitaire anti-raciste » pour la Préfecture, « une association de recherches et d'études ».

Dans *Gai pied Hebdo*, Laurent Dispot racontera vingt ans plus tard les hésitations sur l'appellation du nouveau groupe : ils avaient d'abord pensé à « MHAR (mouvement) : "l'hétéro-flicage, y'en a MHAR !" Puis à CHAR (comité), mais René Char avait été tellement anti-pédés... Et j'ai plaidé pour FHAR (Front), à cause de farfouiller et se farcir, farniente et farandoles, farceurs et farfadets, famoureux pharynx et pharmacies farinacées, phares à paupières et fard de pharaon, fariboles de farauds devant les pharisiens. En avant pour... la vie fharisienne ! ». L'autodérision – ce merveilleux second degré, véritable oxygène spirituel – allait de pair avec la visibilité. On en trouvera de multiples traces dans les slogans des futures Gay Prides : « Union, action, programme coquin ! », « Prolétaires de tous les pays, caressez-vous ! », et j'en passe. On ira jusqu'à l'humour noir pendant les années sida avec, par exemple, le mot d'ordre de la Gay Pride de 1994 : « C'est peut-être ma dernière Gay Pride. »

Revenons à RTL. C'est sans doute ici et à ce moment-là, le 10 mars, salle Pleyel ou en écoutant un poste de radio crachotant les « grandes ondes », qu'a écloé l'énergie militante qui irrigue encore le mouvement d'émancipation des personnes LGBT+ aujourd'hui. Il ne s'agit pas de prétendre que les fondateurs de cette « nébuleuse de sentiments et d'actions », pour reprendre l'expression d'Hélène Hazera, se reconnaîtraient dans les associations d'aujourd'hui. On peut même être sûr du contraire. Mais le fait est que quelques femmes et quelques hommes qui se réunissaient dans une petite chambre avant que se mette en place le traditionnel rendez-vous de l'école des Beaux-Arts ont lancé un élan en commençant à dire « je » pour écrire notre histoire à la première personne et « faire reculer l'égoïsme envahissant des forts », comme disait Jaurès.

Les GLH, groupes de libération homosexuels, prendront la relève du FHAR à partir de 1974 dans un certain nombre de grandes villes en France. Puis, un peu plus tard viendra le CUARH (Comité d'urgence anti-répression homosexuel) avant que doive s'engager, hélas, la lutte contre le sida. C'est sur l'antenne de la « première radio périphérique », comme on disait alors, mais à son insu, qu'a commencé le long combat visant à faire des personnes LGBT+ des citoyen-ne-s à part entière, de l'abrogation de l'article 331-2 du Code pénal à la destruction des fichiers d'homosexuels dans les commissariats, des premières lois bannissant les discriminations à raison des mœurs à la création du Pacs, du mariage pour tous à la démedicalisation du changement judiciaire de la mention du sexe à l'état civil. Cinquante ans d'émancipation qui n'ont pas vaincu, loin de là, toutes les hostilités viscérales à l'égard des homosexualités mais qui ont changé la vie de bien des femmes et bien des hommes en la rendant simplement possible.

« Elles sont puissantes les filles qui s'embrassent »

Aussitôt constitué, le FHAR s'exprime rapidement. Ça sera dans le numéro du 27 avril 1971 de l'hebdomadaire « mao-spontex » *Tout !* dirigé par Jean-Paul Sartre. Guy Hocquenghem racontera dans sa longue tribune publiée par *Le Nouvel Observateur* en janvier 1972 : « J'ai lancé : "Faisons une série de textes pour raconter ce que nous avons vécu. Je travaille à un journal gauchiste qui s'appelle *Tout !*, ce sont des types assez ouverts, je les connais bien, je pense qu'ils accepteraient de les publier." » Ils ont accepté.

« La révolution totale, ce n'est pas seulement de réussir une grève sauvage, séquestrer un patron qui vous fait chier : c'est aussi accepter le bouleversement des mœurs sans restriction », peut-on lire dans la douzième livraison de *Tout !*. « Un du FHAR » y raconte la « vie quotidienne chez les pédés ». Désolé Twitter, même si ça te froisse, ça fait déjà une cinquantaine d'années qu'on récupère les injures pour les démonétiser. Il raconte ce qui se passe « à la tasse du coin », prenant soin de préciser : « La tasse, c'est l'endroit où les hétérosexuels vont seulement pisser... » Autour

des tasses, il fallait jongler entre les policiers et les casseurs. « J'étais l'autre soir sur le trottoir d'en face. Trois affreux jojos hétéros se pointent : "Tu vas voir, on va se marrer..." Seul un type reste dans le compartiment central de la tasse. Les trois jules lui tombent dessus. Je fonce et hurle : "Salope d'hétéros, si vous voulez cogner, la police recrute, vous pourriez jouir." Ils me foncent dessus. Je me tire et les distance. Mon "petit frère" n'aura cette fois que les deux yeux pochés. » Sur la page d'en face, « une du FHAR » pense politique : « En dépit du chauvinisme, mâle, l'existence des lesbiennes prouve, s'il en était besoin, qu'une femme peut vivre en dehors du système des valeurs masculines sans devenir pour cela un objet de pitié. Ainsi, notre place est actuellement à l'intersection des mouvements qui libèreront les femmes et les homosexuels. Le pouvoir que nous revendiquons est celui de nous réaliser. Elles sont puissantes les filles qui s'embrassent ! »

Le numéro sera saisi par les autorités et suscitera un courrier abondant des lecteurs, la plupart du temps offusqués. N'empêche, la parole est prise et ne sera plus lâchée. Les militants du FHAR publieront ensuite, en novembre 1971, le *Rapport sur la normalité* aux éditions Champ Libre. Le ministre de l'Intérieur du gouvernement Chaban-Delmas, Raymond Marcellin, fera interdire la vente du livre aux mineurs. Ce sera ensuite la tribune de Guy Hocquenghem dans *Le Nouvel Observateur* en janvier 1972, on l'a vu, puis un des groupes du FHAR publiera à partir de 1972 un journal, *Fléau social*, titre en forme de pied de nez à la loi de 1960 qui décrète que l'homosexualité est un fléau social. Le FHAR s'exprimera ensuite dans *Actuel* dont la une du numéro de novembre 1972 est barré d'un « MLF, FHAR, la débandade du phallus ! ». Et ainsi de suite.

L'Express publiera le premier sondage, réalisé par la Sofres, sur « les Français et les homosexuels » le 20 janvier 1975. Pour 64% des personnes interrogées, l'homosexualité est soit « une maladie », soit « une perversion ». Seuls 24% considèrent que « c'est une manière acceptable de vivre sa sexualité ». La dernière fois que cette question a été posée, par l'Ifop cette fois, en juin 2019, les réponses étaient plus qu'inversées. 15% la voient comme « une maladie » ou « une perversion » tandis que pour 85% des personnes interrogées « l'homosexualité est une manière comme une autre de vivre sa sexualité ». Pour paraphraser Gloria Steinem et répondre un peu à André Baudry, il ne fallait pas demander aux personnes LGBT+ de s'adapter au monde mais demander au monde de s'adapter aux personnes LGBT+.

« Nous voulons la liberté pour nous et vous »

Si je ne devais retenir qu'une chose de cet épisode, en plus du rôle prépondérant des femmes et des lesbiennes, c'est l'expression d'une militante peu avant l'interruption de l'émission : « Nous voulons la liberté pour nous et vous ! » Car c'est le propre de ces combats de libérer dans un même

mouvement victimes et bourreaux. Il en va de même pour le sexisme, le racisme, l'antisémitisme... Ce sont des combats complexes, longs. Il faut contourner bien des chausse-trappes, déjouer bien des procès d'intention, envisager un autre regard sur l'histoire, accepter l'augure que l'Autre pourrait avoir raison...

Remettre en cause ses clichés, réinterroger ses préjugés – nous en avons tous – est un effort. Mais, en dehors de cet effort, qui a souffert de la pénalisation des LGBTphobies ? Qui a souffert de la création du Pacs ? Qui a souffert de l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe ? Qui a souffert de l'ouverture d'un chemin juridique sans condition médicale pour modifier la mention de son sexe à l'état civil ? Qui souffrira, demain, d'une PMA enfin accessible à toutes les femmes ?

La réponse est éternellement simple : personne. C'est d'ailleurs pour ça que l'accusation de « communautarisme », que l'on sort à tout bout de champ en France et qui n'a pas épargné le mouvement LGBT+, s'avère un grave contresens. Grave parce que dans l'imaginaire politique de notre pays, être « communautariste », c'est être anti-républicain donc anti-démocratie. L'accusation est lourde en plus d'être injuste et artificielle. Car, au fond, chacun sait que dans une société les groupes se forment et se déforment au gré des besoins de solidarité, de la nécessité de se parler et de parler à la société. Ils n'entament ni la République ni l'universelle dignité humaine. Mieux, ils les nourrissent et les renforcent en permettant à des populations discriminées d'accéder à cette universelle dignité, de bénéficier de la plénitude des droits attachés à l'humain. Nous voilà loin du superflu et du « séparatisme ».

Pour aller plus loin :

- Marie-Jo Bonnet, *Les Relations amoureuses entre les femmes, XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1995
- Philippe Chassaing, *Les Années 1970. Une décennie révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 2018
- Alice Coffin, *Le Génie lesbien*, Paris, Grasset, 2020
- Catherine Deudon, *Un mouvement à soi. Images du mouvement des femmes, 1970-2001*, Paris Syllepse, 2003
- Jacques Girard, *Le Mouvement homosexuel en France : 1945-1980*, Paris, Syros, 1981
- Ménie Grégoire, *Comme une lame de fond. 100 000 lettres qui disent le mal-être des corps et des cœurs, 1967-1981*, Paris, Calmann-Levy, 2007

- Antoine Idier, *LGBT+, Archives des mouvements LGBT+. Une histoire de luttes de 1890 à nos jours*, Paris, Textuel, 2018
- Antoine Idier, *Les Vies de Guy Hocquenghem. Politique, sexualité, culture*, Paris, Fayard, 2017
- Jean Le Bitoux, Hervé Chevaux et Bruno Proth, *Citoyens de seconde zone*, Paris, Hachette, 2003
- Frédéric Martel, *Le Rose et le Noir*, Paris, Seuil, 1996
- Annie de Pisan et Anne Tristan, *Histoires du MLF*, Paris, Calmann-Levy, 1977
- Yannick Ripa, *Histoire féminine de la France, de la révolution à la loi Veil*, Paris, Belin, 2020
- Michael Sibalís, « L'arrivée de la libération gay en France. Le Front homosexuel d'action révolutionnaire », *Genre, sexualité et société*, vol. 3, printemps 2010
- Gloria Steinem, *Ma vie sur la route. Mémoires d'une icône féministe*, Paris, Harper Collins, 2020